|  |  |
| --- | --- |
| **08/08/80 Loi Propositions budgétaires 1979-1980 - extrait** **Loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980** | **08/08/80 Wet Budgettaire voorstellen 1979-1980 - uittreksel** **Wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980** |
| **Chapitre III Affaires économiques** | **Hoofdstuk III Economische Zaken** |
| **Section 1.re Mesures générales de structures dans le secteur économique** | **Afdeling 1 Algemene structuurmaatregelen in de economische sector** |
| **Article 179**  § 1er  L'État est autorisé à prendre une participation dans le capital d'une société mixte qui a pour objet de gérer les activités relatives au cycle des combustibles nucléaires, [ainsi que les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires] à l'exception des activités énoncées dans le § 2 ci-après.  [...]  L'ensemble des coûts liés aux activités de la société, en ce compris les coûts des opérations de recherches scientifiques appliquées, sera mis à charge des sociétés et des organismes au bénéfice desquels ces prestations auront été effectuées.  § 2  1°  [Il est constitué un organisme public, dénommé Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies (ONDRAF). Cet Organisme est doté de la personnalité juridique. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des Ministres le lieu d'établissement de l'Organisme, les principes de son fonctionnement, la composition de ses organes délibératifs et exécutifs, le mode de nomination des personnes appelées à y siéger, sa représentation en justice ainsi que l'organisation de son contrôle administratif. [Pour l'application des lois d'impôts fédérales, l'ONDRAF est assimilé à l'Etat.]  2°  En vue de garantir et d'assurer la protection des travailleurs, de la population et de l'environnement et sans préjudice de la responsabilité juridique et financière des producteurs de déchets, l'organisme est chargé de la gestion de tous les déchets radioactifs, quelles que soient leur origine et leur provenance [, d'établir un inventaire de toutes les installations nucléaires et de tous les sites contenant des substances radioactives, telles que définies par l'article 1.er de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire,] ainsi que de certaines missions dans le domaine de la gestion des matières fissiles enrichies, des matières plutonifères, des combustibles irradiés, et de la dénucléarisation des installations nucléaires désaffectées. [Le président, les vice-présidents et les membres du conseil d'administration, créé par l'arrêté royal du 30 mars 1981 déterminant les missions et fixant les modalités de fonctionnement de l'organisme public de gestion des déchets radioactifs et des matières fissiles, représentent l'Etat ou une Région.]  3°  L'Organisme ne pourra gérer des déchets d'origine étrangère qu'après avoir reçu l'accord de son autorité de tutelle.  4°  Les missions relatives aux déchets radioactifs comprennent le transport en dehors des installations, le traitement et le conditionnement pour les producteurs qui ne disposent pas d'équipements agréés à cette fin par l'Organisme, l'entreposage en dehors des installations et l'évacuation, ainsi que la collecte et l'évaluation de toutes les informations nécessaires à l'exécution des missions précitées.  [Sur proposition de l'Organisme, le Roi fixe les règles générales pour l'établissement des critères visés à l'alinéa 4. La proposition de l'Organisme est préalablement soumise pour avis à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire conformément à l'article 15quater de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, et est modifiée en conséquence par l'Organisme, qui est lié par l'avis.  Si le Roi décide de s'écarter de la proposition visée à l'alinéa 2, il en indique expressément les raisons dans sa décision, qui dans ce cas est adoptée après délibération en Conseil des ministres.  Sur la base des règles générales fixées par le Roi et après consultation des producteurs de déchets dans un comité consultatif déterminé par le Roi, l'Organisme établit les critères auxquels les déchets radioactifs conditionnés et non conditionnés doivent répondre pour être transférés vers l'Organisme en vue d'en assurer une gestion sûre et ce, pour tout ou partie des étapes de cette gestion, jusque et y compris le stockage. Ces critères ont un caractère principalement technique et non politique et sont appelés critères d'acceptation des déchets radioactifs conditionnés et non conditionnés. Le Roi désigne l'organe de gestion de l'Organisme qui est chargé d'approuver les critères d'acceptation. Les critères d'acceptation sont publiés sur le site web de l'Organisme.  Les critères d'acceptation sont, à tout moment, en adéquation avec les autorisations, délivrées par les autorités compétentes en vertu de la loi du 15 avril 1994 précitée, pour les installations nécessaires aux différentes étapes de gestion des différents types de déchets radioactifs depuis la production jusque et y compris le stockage. Les règles générales déterminent la manière dont cette adéquation est assurée. Ces critères d'acceptation sont évolutifs et peuvent être révisés périodiquement par l'Organisme.  Le Roi précise les modalités du système d'acceptation des déchets radioactifs conditionnés et non conditionnés, sur proposition de l'Organisme.  En vue d'assurer une gestion responsable et sûre des déchets radioactifs, les mesures nécessaires pour, le cas échéant, mettre ces déchets en conformité avec les critères établis, pour les différentes étapes de gestion, par l'Organisme conformément à l'alinéa 4, sont prises par les producteurs ou par l'Organisme selon que ces déchets ont été ou non transférés vers l'Organisme. Les coûts relatifs à ces mesures sont supportés par les bénéficiaires des prestations de l'Organisme ou par les personnes morales ou physiques qui succèdent à leurs droits et obligations.  Les dispositions des conventions conclues entre les producteurs et l'Organisme, qui sont impactées par les règles générales et les critères d'acceptation visés par les alinéas 2 à 4, sont de plein droit mises en conformité avec ces derniers.]  [En outre, l'organisme est habilité à prendre toute action et toute mesure qui est destinée à créer et à maintenir l'assise sociétale nécessaire pour assurer l'intégration d'une installation de dépôt final de déchets radioactifs dans une collectivité locale.]  5°  [La présente loi est d'application sans préjudice des compétences spécifiques des autorités de sûreté en ce qui concerne la protection de la population et de l'environnement contre les dangers des radiations ionisantes, en particulier l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, et son ministre de tutelle.]  6°  [La mission relative à l'inventaire comprend l'établissement d'un répertoire de la localisation et de l'état de toutes les installations nucléaires et de tous les sites contenant des substances radioactives, l'estimation de leur coût de déclassement et d'assainissement, l'évaluation de l'existence et de la suffisance de provisions pour le financement de ces opérations futures ou en cours, et la mise à jour quinquennale de cet inventaire.  Les exploitants d'installations nucléaires et les détenteurs de substances radioactives, ou, à défaut, leurs propriétaires, sont tenus de fournir à l'Organisme, sous leur responsabilité et sur simple demande, les informations en vue de permettre d'établir l'inventaire sur la base d'une procédure établie par lui, définissant la forme et le contenu de ces informations.  L'Organisme peut enjoindre tout exploitant d'installations nucléaires et tout détenteur de substances radioactives, ou, à défaut, leurs propriétaires, de fournir, dans un délai donné, toutes informations nécessaires à l'établissement de l'inventaire. Ses délégués et mandataires disposeront, les jours ouvrables de huit à dix-sept heures, du droit d'accès aux installations et sites, ainsi qu'à tout document technique et comptable nécessaire pour l'établissement et la mise à jour de l'inventaire.  Ceux qui ne fournissent pas ou tardent à fournir les informations demandées, ceux qui fournissent des informations incomplètes ou erronées, ceux qui refusent l'accès à leurs installations et sites ou à tout document technique et comptable nécessaire pour l'établissement ou la mise à jour de l'inventaire, et, d'une manière générale, ceux qui refusent de prêter leur concours ou entravent l'exercice des missions de l'organisme, sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 [euros].  L'Organisme transmet cet inventaire à son ministre de tutelle qui enjoint, le cas échéant, tout exploitant d'installations nucléaires ou détenteur de substances radioactives ou, à défaut, leurs propriétaires, de prendre des mesures correctives.  Ceux qui ne se conforment pas aux injonctions du ministre seront punis d'une amende de 1.000 à 1.000.000 d'[euros].]  6°/1  [L'Organisme formule, dans l'inventaire, des recommandations à l'attention des ministres ayant l'Économie et l'Énergie dans leurs attributions, portant notamment sur le développement du cadre légal et réglementaire organisant la couverture des coûts nucléaires.  Sur la base de l'inventaire transmis par l'Organisme, les ministres ayant l'Économie et l'Énergie dans leurs attributions, chargent, le cas échéant, l'Organisme d'établir des propositions à l'attention des ministres compétents, en vue de mettre en œuvre les recommandations figurant dans l'inventaire.  ]  [7°  Le Roi détermine les conditions auxquelles l'Organisme pourra agréer les équipements destinés au traitement et au conditionnement visés à l'alinéa précédent ainsi que les modalités de recours.  [8°  Les missions relatives aux matières fissiles enrichies, aux matières plutonifères et aux combustibles irradiés sont le transport, en dehors des installations, des matières fissiles enrichies et plutonifères en quantités et en taux d'enrichissement dépassant les limites définies par le Roi, l'entreposage en dehors des installations des matières plutonifères excédentaires par rapport aux besoins opérationnels de l'installation, l'entreposage, en dehors des installations, de combustible irradié ou de combustible neuf pour lequel aucun usage n'est prévu, ainsi que la collecte et l'évaluation de toutes les informations nécessaires à l'exécution des missions précitées.  [Sur proposition de l'Organisme, le Roi fixe les règ333les générales pour l'établissement des critères objets de l'alinéa 4. La proposition de l'Organisme est préalablement soumise pour avis à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire conformément à l'article 15quater de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, et est modifiée en conséquence par l'Organisme, qui est lié par l'avis. La proposition modifiée est transmise au Roi avec l'avis de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.  Si le Roi décide de s'écarter de la proposition modifiée visée à l'alinéa 2, il en indique expressément les raisons dans sa décision, qui dans ce cas est adoptée après délibération en Conseil des ministres.  Sur la base des règles générales fixées par le Roi, après consultation des producteurs de déchets dans un comité consultatif déterminé par le Roi, l'Organisme établit les critères auxquels les quantités excédentaires doivent répondre pour être transférées vers l'Organisme en vue d'en assurer une gestion sûre jusqu'à leur déclaration comme déchet et ce, pour tout ou partie des étapes de gestion, jusques et y compris l'entreposage. Ces critères ont un caractère principalement technique et non politique et sont appelés critères d'acceptation des quantités excédentaires. Le Roi désigne un organe administratif de l'Organisme qui est chargé d'approuver les critères d'acceptation. Les critères d'acceptation sont publiés sur le site web de l'Organisme.  Les critères d'acceptation sont à tout moment en adéquation avec les autorisations, délivrées par les autorités compétentes en vertu de la loi du 15 avril 1994 précitée, pour les installations nécessaires aux différentes étapes de gestion depuis la production jusques et y compris l'entreposage. Les règles générales déterminent la manière dont cette adéquation est assurée. Ces critères d'acceptation sont évolutifs et peuvent être révisés périodiquement par l'Organisme.  Le Roi précise les modalités du système d'acceptation des quantités excédentaires, sur proposition de l'Organisme.  En vue d'assurer une gestion responsable et sûre des quantités excédentaires, les mesures nécessaires pour, le cas échéant, mettre ces quantités excédentaires en conformité avec les critères établis, pour les différentes étapes de gestion, par l'Organisme conformément à l'alinéa 4, sont prises par les producteurs ou par l'Organisme selon que ces quantités excédentaires ont été ou non transférées vers l'Organisme. Les coûts relatifs à ces mesures sont supportés par les bénéficiaires des prestations de l'Organisme ou par les personnes morales ou physiques qui succèdent à leurs droits et obligations.  Les dispositions des conventions conclues entre les producteurs et l'Organisme, qui sont impactées par les règles générales et les critères d'acceptation visés par les alinéas 2 à 4, sont de plein droit mises en conformité avec ces derniers.]  [9°  Les missions relatives au déclassement sont la collecte et l'évaluation de toutes les informations permettant à l'Organisme d'établir les programmes de gestion relatifs aux déchets qui en résulteront, l'accord sur le programme de déclassement des installations contaminées, ainsi que l'exécution de ce programme à la demande de l'exploitant ou en cas de défaillance de celui-ci.  [10°  L'Organisme peut faire toutes les opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet.  Il peut notamment passer toutes conventions, emprunter, subroger des tiers dans ses créances, céder celles-ci ou en disposer de toute autre manière, accepter tous arrangements même concordataires, transiger et compromettre, abandonner toutes créances et sûretés, renoncer à tous recours et conclure des conventions d'arbitrage. [Pour exécuter ses missions l'organisme peut, directement ou indirectement, participer à des sociétés, associations, groupements d'intérêt et autres personnes morales, ainsi qu'à des organes de concertation et de gestion, et constituer les structures précitées pour autant que la participation ou la constitution contribue à la réalisation des missions de l'Organisme. La décision de participer à ou de créer une société commerciale est approuvée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.] [L'Organisme peut être habilité par le Roi, par la voie d'un arrêté délibéré en Conseil des Ministres à procéder, en son nom et pour son compte, à des expropriations indispensables à la réalisation de ses objets et des tâches qui lui ont été imposées.]  [11°  L'ensemble des coûts liés aux activités de l'Organisme, en ce compris les coûts de ses opérations de recherche, de développement et de démonstration, et les coûts à long terme [mais à l'exception de ceux liés aux activités des deux premières années en matière d'inventaire], seront mis à charge des sociétés, organismes, institutions ou personnes au bénéfice desquels l'Organisme effectue a ses prestations. Ces coûts, évalués à prix de revient, seront répartis entre les bénéficiaires des prestations et proportionnellement à celles-ci, en fonction de critères objectifs.  [Les coûts suivants sont couverts par des redevances mises à charge des exploitants des installations nucléaires et des détenteurs de substances radioactives, ou, à défaut, de leurs propriétaires, des bénéficiaires des prestations de l'Organisme ou des personnes morales ou physiques qui succèdent à leurs droits et obligations:  a)  les coûts liés à l'établissement et à la tenue à jour de l'inventaire visé au 6°;  b)  les coûts liés à la mise en œuvre des tâches dont les ministres ayant l'Économie et l'Énergie dans leurs attributions ont chargé l'Organisme sur la base des recommandations formulées dans l'inventaire visé au 6°;  c)  les coûts liés aux missions suivantes:  i.  l'établissement des propositions de Politiques nationales en matière de gestion des déchets radioactifs et du combustible usé, visées au paragraphe 6;  ii  le développement et la mise en œuvre des mesures destinées à assurer une participation effective du public au processus de prise de décision relatif à la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs, visées au paragraphe 6, notamment en vue d'instituer et maintenir les Politiques nationales visées au même paragraphe;  iii  le secrétariat du Comité du Programme national chargé de proposer aux ministres ayant l'Économie et l'Énergie dans leurs attributions, le Programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs et ses mises à jour, visés au paragraphe 8;  iv  la coordination des activités d'établissement et de notification du rapport sur la mise en œuvre de la directive 2011/70/Euratom, visé au paragraphe 9, 1.;  v.  les autoévaluations et les évaluations internationales par les pairs du Programme national et de sa mise en œuvre, visées au paragraphe 9, 2. et 3.  ]  [[...]  Les coûts des deux premières années d'établissement de l'inventaire seront portés à charge du Fonds de la sécurité technique des installations nucléaires du Ministère de l'Emploi et du Travail et du Fonds pour la protection contre les radiations ionisantes du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.]  [L'Organisme peut constituer un fonds de financement de ses missions à long terme, aussi appelé Fonds à long terme. Ce Fonds a pour objet de couvrir tous les coûts et investissements qui sont nécessaires en vue d'entreposer les déchets radioactifs et de construire, d'exploiter et de fermer des installations de dépôt final de déchets radioactifs, ainsi que d'en assurer le contrôle institutionnel, conformément aux autorisations délivrées pour exercer ces activités.  Le Fonds à long terme est alimenté par des redevances mises à charge des producteurs de déchets radioactifs. Ces redevances sont calculées en fonction des charges qui sont imputables aux déchets respectifs de ces producteurs et qui sont estimées sur la base des principes directeurs établis par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.  Les valeurs de ces principes directeurs ainsi que certaines modalités d'alimentation du fonds à long terme sont fixées de commun accord entre l'Organisme et les producteurs de déchets, et font l'objet de conventions passées à cet effet. En cas d'impossibilité de fixer ces valeurs et ces modalités par voie conventionnelle, celles-ci sont établies par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur avis conforme de l'Organisme.  L'organisme peut constituer un fonds, aussi appelé Fonds à moyen terme, destiné à couvrir les coûts des conditions associées qui ont été approuvées, d'une part, par le(s) conseil(s) communal(-aux) de(s) la(les) commune(s) qui a (ont) rendu possibles la création et la continuité d'une assise sociétale pour implanter une installation de dépôt final, par le développement et le maintien d'un processus participatif ou de toute autre méthode ou procédé, existant ou à élaborer, atteignant le même résultat et, d'autre part, sur proposition de l'Organisme, par le gouvernement fédéral.  Ces coûts sont exposés en vue de créer et de maintenir l'assise sociétale requise pour assurer l'intégration d'une installation de dépôt final de déchets radioactifs dans une collectivité locale.  En tout état de cause, les moyens du Fonds à moyen terme peuvent être utilisés pour financer tout ou partie des coûts liés à l'investissement et à l'exploitation des infrastructures, ainsi qu'aux activités et aux projets de la collectivité locale qui, par le biais d'un processus participatif, assure la continuité de l'assise sociétale du dépôt final.  Le Fonds à moyen terme est alimenté par la cotisation d'intégration prélevée auprès des producteurs de déchets radioactifs. La cotisation d'intégration est calculée sur la base de la capacité totale du dépôt et des quantités totales respectives de déchets des producteurs qui sont destinées à y être déposées.  Le montant de la cotisation d'intégration due pour alimenter le Fonds à moyen terme est fixé comme suit:  Hp = (Qp / Qt) × T × FC  où:  Hp = le montant de la contribution au Fonds à moyen terme due par le producteur de déchets P;  T = le montant total de la contribution au Fonds à moyen terme;  Qt = la capacité totale du dépôt, exprimée en m3, telle que reprise dans la demande de l'autorisation de création du dépôt, conformément à la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;  Qp = la quantité totale de déchets, exprimée en m3, réservée au producteur P, destinée à être mise en dépôt final dans le site de dépôt, mise à jour au premier janvier de l'année d'entrée en vigueur de la taxe;  FC = facteur correctif tenant compte des exemptions.  L'Organisme recouvre la cotisation d'intégration, selon les modalités et au moment fixés par le Roi. Le montant T pour le Fonds à moyen terme constitué pour le dépôt en surface des déchets de catégorie A sur le territoire de la commune de Dessel s'élève à 130.000.000 euro. Sur proposition de l'Organisme, le Roi fixe la valeur de Qt, de Qp et de FC, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.  Le montant T est indexé annuellement sur la base des fluctuations de l'indice des prix à la consommation à partir de l'année 2010 jusque l'année au cours de laquelle le montant T est intégralement prélevé auprès des producteurs. Au cours de la période de prélèvement, les prélèvements effectués sont soustraits du montant T avant de procéder à l'indexation.  L'obligation de contribuer au Fonds à moyen terme débute dès l'instant où l'installation de dépôt final des déchets radioactifs a fait l'objet d'une autorisation définitive et exécutoire de création, conformément à la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, ainsi que d'une autorisation de bâtir, et, le cas échéant, d'une autorisation d'environnement, conformément à la législation régionale applicable.  A condition que leur part individuelle de capacité n'excède pas 3 % de la capacité totale du dépôt, les institutions publiques de recherche émargeant majoritairement au budget de l'Etat, d'une Communauté ou d'une Région, et les institutions, publiques ou privées, actives dans le secteur des soins de santé, sont dispensées du paiement de la cotisation d'intégration. Pour autant que leur part individuelle de capacité n'excède pas le seuil précité, les producteurs occasionnels de déchets radioactifs sont également dispensés.  Peuvent, en tout état de cause, bénéficier des moyens du Fonds à moyen terme, la collectivité locale et/ou ses habitants qui ont permis la création et la continuité d'une assise sociétale pour implanter une installation de dépôt final, par le développement et le maintien d'un processus participatif ou de toute autre méthode, existante ou à élaborer, atteignant le même résultat, ou la collectivité locale et/ou ses habitants consulté(s) dans le cadre de la procédure d'autorisation établie en application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.  Les moyens du Fonds à moyen terme peuvent être utilisés dès que débute le prélèvement de la cotisation d'intégration auprès des producteurs, conformément au point 14° du présent paragraphe.  Un comité de surveillance est constitué au sein de l'Organisme et est chargé de contrôler l'affectation des moyens du Fonds à moyen terme. Le Roi fixe sa composition et les modalités d'exercice de sa mission, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.]  [11°bis  En vue de recouvrer la cotisation d'intégration qui alimente le Fonds à moyen terme, l'Organisme adresse une demande écrite à chaque producteur, dans le délai et selon les modalités fixées par le Roi. Cette demande spécifie le montant dû et mentionne le numéro de compte sur lequel celui-ci doit être versé. Le producteur dispose d'un délai de maximum 50 jours calendrier à partir du lendemain de l'envoi de la demande écrite par l'Organisme pour procéder au paiement. A défaut de paiement dans ce délai, l'Organisme met le producteur en demeure de payer dans un délai de 15 jours calendriers à compter du lendemain de l'envoi de la mise en demeure.  Si le producteur n'effectue pas le paiement de la cotisation d'intégration conformément aux conditions fixées à l'alinéa précédent, et ce en l'absence de toute justification, ou lorsque les justifications données ne sont pas jugées valables par l'Organisme, celui-ci peut lui imposer une amende administrative dont le montant s'élève à maximum 30 % de la somme non payée. La décision d'imposer une amende administrative est notifiée au producteur par lettre recommandée. La notification mentionne le mode et le délai de paiement.  Tout litige relatif à une amende administrative imposée en vue d'assurer l'alimentation du Fonds à moyen terme est porté devant le tribunal de première instance. Sous peine de déchéance, le tribunal est saisi par voie de requête introduite dans les deux mois qui suivent la notification de l'amende.]  [12°  [Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, conformément aux dispositions du 11° du présent paragraphe, réglementer les modalités de financement des activités de l'Organisme.  La délégation prévue à l'alinéa précédent n'a pas pour objet de déterminer les éléments constitutifs essentiels de la cotisation d'intégration perçue au profit du Fonds à moyen terme.]  Dans le but de garantir l'équilibre financier de l'Organisme, le Roi est autorisé à inclure dans le coût des prestations une quote-part destinée à constituer des provisions pour pallier la faillite ou l'insolvabilité éventuelle de certains producteurs, et ce à concurrence d'un maximum de 5% du coût des prestations.  [13°  Il est fait annuellement rapport aux Chambres législatives sur les activités et le financement de l'Organisme, ainsi que sur la manière dont la population est informée, à propos des domaines d'activité de l'Organisme.  [14°  La représentation des Régions dans les différents organes d'administration et de gestion de l'Organisme est réglée conformément à la disposition de l'article 92ter de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.]  [15°  Les activités de l'Organisme, ainsi que celles couvertes par le Fonds à moyen terme, peuvent être financés de manière additionnelle à partir des ressources suivantes:  a)  les legs et donations en sa faveur;  b)  les subsides et revenus occasionnels;  c)  toutes autres recettes légales et réglementaires liées à son action et les indemnités pour prestations.]  [16°  Outre la compétence générale qui lui est attribuée au 10°, l'Organisme dispose, dans le cadre des activités qu'il mène afin de créer et de maintenir une assise sociétale nécessaire à l'intégration d'une installation de dépôt définitif de déchets radioactifs, de la compétence spécifique de créer un fonds doté de la personnalité juridique, nommé Fonds Local, qui a pour objectif de créer une plus-value durable pour une collectivité locale. Le Fonds local prend la forme d'une fondation de droit privé qui, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente loi, est soumise à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.  Les moyens du Fonds local proviennent du Fonds à moyen terme constitué par l'Organisme conformément au 11° du présent paragraphe.  L'Organisme établit les statuts du Fonds local. Toute modification de ces statuts est subordonnée à l'accord préalable de l'Organisme. Le droit d'introduire une demande de modification des statuts devant le tribunal de première instance, conformément à l'article 30, § 3, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, revient, par dérogation à cette disposition, exclusivement à l'Organisme.  Des compartiments distincts peuvent être établis au sein du patrimoine du Fonds local. Les compartiments sont gérés séparément les uns des autres sur le plan administratif, comptable et financier, selon les modalités arrêtées dans les statuts du Fonds local. Si, conformément à ce qui précède, différents compartiments sont créés au sein du patrimoine du Fonds local:  a)  toute opération est obligatoirement imputée de manière explicite sur un ou plusieurs compartiments;  b)  par dérogation aux articles 7 et 8 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des droits des créanciers de ce compartiment et les droits de ces créanciers sont limités aux actifs de ce compartiment;  c)  ces compartiments sont liquidés séparément.  En plus du contrôle général effectué par le comité de surveillance visé au dernier alinéa du 11° du présent paragraphe, le Fonds local est soumis à un contrôle spécifique de l'Organisme portant sur le respect de ses statuts, des règlements internes établis en exécution de ces statuts ainsi que, de façon générale, de la législation et de la réglementation applicables au Fonds local. L'Organisme peut exercer ce contrôle par l'entremise d'un observateur qu'il désigne conformément aux modalités prévues par le Roi. Afin d'exercer ce contrôle, l'Organisme et l'observateur qu'il désigne disposent des droits d'observation, d'information et d'inspection les plus étendus. Dans le cadre de ce contrôle spécifique, l'Organisme et l'observateur sont habilités à suspendre et à annuler les décisions prises par les organes du Fonds local. Les modalités selon lesquelles ce contrôle spécifique s'exerce sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.  Outre les hypothèses où peuvent s'appliquer les cas de dissolution, par le tribunal de première instance, visés à l'article 39 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, le Fonds local peut être dissout par une décision de l'Organisme:  a)  dans les cas visés aux points 1° à 4° du premier alinéa de l'article 39 précité;  b)  en cas d'une annulation répétée des décisions sur la base de la tutelle d'annulation visée à l'alinéa 5.  L'article 40, paragraphe 1er, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, n'est pas applicable à la liquidation du Fonds local. Seul l'Organisme peut intervenir en qualité de liquidateur du Fonds local. Lors de la dissolution du Fonds local, l'Organisme acquiert de plein droit la qualité de liquidateur du Fonds local et définit la manière de liquider ce fonds, que cette dissolution soit décidée par l'Organisme conformément à l'alinéa précédent ou par le tribunal de première instance conformément à l'article 39 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.  Le patrimoine subsistant après la liquidation du Fonds local retourne vers le Fonds à moyen terme et est réaffecté à la couverture des coûts des conditions complémentaires destinées à être financées par ce dernier fonds. L'article 28, 6°, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations n'est pas applicable au Fonds local.]  § 3  Le contrôle des activités de la société mixte définies au § 1er et de celles de l'organisme public définies au § 2 sera exercé par l'organisation nationale du contrôle des activités nucléaires.  La société et l'organisme garderont l'entière responsabilité de la surveillance des opérations et de la sécurité de leurs installations.  § 4  Le retraitement des matières fissiles, en Belgique, ne peut débuter que lorsque les Chambres législatives se seront prononcées sur son principe.  [§ 5  Au sens du présent article, il faut entendre par:  1°  Fermeture: l'achèvement de toutes les opérations consécutives au dépôt de combustible usé ou de déchets radioactifs dans une installation de stockage, y compris les derniers ouvrages ou autres travaux requis pour assurer, à long terme, la sûreté de l'installation;  2°  Autorité de réglementation compétente: l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, créée par l'article 2 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire;  3°  Stockage: le dépôt de combustible usé ou de déchets radioactifs dans une installation, sans intention de retrait ultérieur mais sans préjudice de la possibilité de procéder, le cas échéant, à la récupération d'un déchet conformément aux modalités définies dans les Politiques nationales visées aux § 6 et § 7 du présent article;  4°  Installation de stockage: toute installation ayant pour objectif principal le stockage de déchets radioactifs;  5°  Autorisation: tout document juridique permettant d'entreprendre toute activité ayant trait à la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs, à la conception, à la construction, à la mise en service, à l'exploitation, au démantèlement ou à la fermeture d'une installation de gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs;  6°  Titulaire d'une autorisation: une personne morale ou physique à laquelle une autorisation a été délivrée;  7°  Déchet radioactif: une substance radioactive sous forme gazeuse, liquide ou solide pour laquelle aucune utilisation ultérieure n'est prévue ou envisagée par l'Etat ou par une personne morale ou physique dont la décision est acceptée par l'adoption d'une Politique nationale relative à cette substance visée aux § 6 et § 7 du présent article et qui est considérée comme un déchet radioactif par l'autorité de réglementation compétente, ou si cette substance doit être considérée comme déchet radioactif sur une base légale ou réglementaire;  8°  Gestion des déchets radioactifs: toutes les activités liées notamment à la manipulation, au transport, au prétraitement, au traitement, au conditionnement, à l'entreposage ou au stockage des déchets radioactifs;  9°  Installation de gestion de déchets radioactifs: toute installation ayant pour objectif principal la gestion de déchets radioactifs;  10°  Retraitement: un processus ou une opération dont l'objet est d'extraire des isotopes radioactifs du combustible usé aux fins d'utilisation ultérieure;  11°  Combustible usé: le combustible nucléaire irradié dans le cœur d'un réacteur et qui en a été définitivement retiré; le combustible usé peut soit être considéré comme une ressource valorisable qui peut être réutilisée ou retraitée, soit être destiné au stockage s'il est considéré comme un déchet radioactif;  12°  Gestion du combustible usé: toutes les activités liées notamment à la manipulation, au transport, à l'entreposage, au retraitement ou au stockage du combustible usé;  13°  Installation de gestion de combustible usé: toute installation ayant pour objectif principal la gestion du combustible usé;  14°  Entreposage: le maintien de combustible usé ou de déchets radioactifs dans une installation, avec intention de retrait ultérieur;  15°  [Quantités excédentaires: quantités de matières fissiles enrichies, de matières plutonifères et de combustible neuf ou irradié pour lesquelles aucune utilisation ou transformation ultérieure n'est prévue par le producteur ou l'exploitant.]  ]  [§ 6  [Tenant compte de la nécessité d'une participation effective du public au processus de prise de décision, le Roi institue et maintient, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition de l'Organisme et après avis de l'autorité de réglementation compétente, des Politiques nationales en matière de gestion des déchets radioactifs et du combustible usé, en fonction des caractéristiques physiques, chimiques et radiologiques des déchets et du combustible usé, reposant au minimum sur les principes généraux suivants:  1°  la production de déchets radioactifs est maintenue au niveau le plus bas qu'il est raisonnablement possible d'atteindre en termes d'activités et de volume, au moyen de mesures de conception appropriées et de pratiques d'exploitation et de démantèlement, y compris le retraitement et la réutilisation des substances;  2°  l'interdépendance des différentes étapes de la production et de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs est prise en considération;  3°  le combustible usé et les déchets radioactifs sont gérés de manière sûre, la sûreté à long terme d'une installation de stockage reposant notamment sur des dispositifs de sûreté qui doivent pouvoir devenir passifs à long terme;  4°  les mesures sont mises en œuvre selon une approche graduée;  5°  les coûts de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs sont supportés par ceux qui ont produit ces substances;  6°  un processus décisionnel documenté et fondé sur des données probantes régit toutes les étapes de la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.  ]  Les Politiques nationales visées au premier alinéa sont considérées comme des plans ou programmes au sens de la loi du 13 février 2006 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et à la participation du public dans l'élaboration des plans et des programmes relatifs à l'environnement.  [Le Roi fixe sur proposition de l'Organisme les mécanismes de participation effective du public au processus de prise de décision relatif à la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs.]  Les Politiques nationales en matière de gestion des déchets radioactifs et du combustible usé considéré comme déchet contiennent des modalités de réversibilité, de récupérabilité et de monitoring pour une période à déterminer en tant qu'éléments de conception et d'exploitation de chaque installation de stockage Ces modalités sont établies en tenant compte de la nécessité d'assurer la sûreté de l'installation de stockage.  Les Politiques nationales contiennent le choix des sites des installations de stockage sur proposition de l'Organisme qui consulte l'autorité de réglementation compétente.  Les Politiques nationales contiennent les modalités de suivi de ces politiques, le cas échéant par un organe multidisciplinaire indépendant.  Les Politiques nationales contiennent les hypothèses acceptées d'utilisation ultérieure des différents types de combustible usé sur proposition des détenteurs du combustible usé et après consultation de l'Organisme et de l'autorité de réglementation compétente.  Sur base de constatations au niveau de la sûreté, via le monitoring, après la fermeture du site, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du ministre qui a la sûreté et la sécurité nucléaire dans ses compétences, imposer la réouverture de l'installation de stockage et, le cas échéant, la récupération des déchets radioactifs ou du combustible usé.  Les opérations de réouverture de l'installation de stockage et, le cas échéant, de récupération des déchets radioactifs ou du combustible usé doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée sur base de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants.  ]  [§ 7  Si des déchets radioactifs ou du combustible usé sont transférés, en vue d'un traitement ou d'un retraitement, vers un autre pays, la responsabilité en dernier ressort du stockage sûr et responsable de ces substances, y compris de tout déchet créé en tant que sous-produit, continue à incomber à l'Etat, en tant que pays à partir duquel les substances radioactives ont été transférées.  Les déchets radioactifs produits sur le territoire belge y sont stockés, à moins qu'au moment de leur transfert, un accord prenant en compte les critères établis par la Commission européenne conformément à l'article 16, paragraphe 2, de la Directive 2006/117/Euratom, telle que transposée dans l'arrêté royal du 24 mars 2009 portant règlement de l'importation, du transit et de l'exportation de substances radioactives, ne soit entré en vigueur entre l'État et un autre pays pour utiliser une installation de stockage dans ce pays.  Avant le transfert vers cet autre pays, l'Etat informe la Commission du contenu d'un tel accord et prend des mesures raisonnables pour s'assurer que:  a)  le pays de destination a conclu un accord avec la Communauté Euratom portant sur la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs ou est partie à la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs (“Convention commune”);  b)  le pays de destination dispose de programmes de gestion et de stockage des déchets radioactifs dont les objectifs, d'un haut niveau de sûreté, sont équivalents à ceux fixés par la Directive 2011/70/Euratom telle que transposée dans la présente loi;  c)  l'installation de stockage du pays de destination est autorisée à recevoir les déchets radioactifs à transférer, est en activité avant le transfert et est gérée conformément aux exigences établies dans le cadre du programme de gestion et de stockage des déchets radioactifs de ce pays de destination.  La disposition de l'alinéa précédent ne s'applique pas:  a)  au rapatriement chez un fournisseur ou un fabricant des sources scellées retirées du service;  b)  au transfert du combustible usé issu des réacteurs de recherche vers un pays où les combustibles de réacteurs de recherche sont fournis ou fabriqués, en tenant compte des accords internationaux applicables.  ]  [§ 8  Il est créé un Comité du Programme national chargé d'établir le Programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs. Ce Comité se compose de représentants du Service public fédéral en charge de l'Energie, de l'Organisme et de la société visée au premier paragraphe du présent article, chacun intervenant dans le cadre de ses compétences et missions. Le Comité est présidé par un représentant du Service public fédéral en charge de l'Energie. Le secrétariat du Comité est assuré par l'Organisme. Le Comité peut se faire assister par des experts et consulter les différents producteurs de déchets radioactifs et de combustible usé.  Pour la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé, les ministres ayant l'Energie et l'Economie dans leurs attributions fixent, par arrêté ministériel délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Comité du Programme national, et après consultation de l'autorité de réglementation compétente, un Programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs. Ce Programme dresse, notamment, le bilan des modes de gestion existants du combustible usé et des déchets radioactifs, recense les besoins à prévoir d'installations d'entreposage ou de stockage, précise les capacités nécessaires pour ces installations et les durées d'entreposage et, pour les déchets radioactifs qui ne font pas encore l'objet d'un mode de gestion définitif, détermine les objectifs à atteindre. Le Programme national structure la mise en œuvre des recherches et études sur la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs en fixant des échéances pour la mise en œuvre de nouveaux modes de gestion, la création d'installations ou la modification des installations existantes de nature à répondre aux besoins et aux objectifs définis ci-dessus.  Le Programme national est mis à jour à intervalles réguliers, et chaque fois qu'une Politique nationale est prise ou modifiée.  La cohérence du Programme national de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs doit être recherchée, de même que son optimisation technique et économique.  Le Programme national inclut ce qui suit:  a)  les objectifs généraux que cherchent à atteindre les Politiques Nationales visées au paragraphe 6 du présent article en matière de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs;  b)  les échéances importantes et des calendriers clairs qui permettront de respecter ces échéances en tenant compte des objectifs premiers que cherche à atteindre le Programme national;  c)  un inventaire de tous les combustibles usés et déchets radioactifs et les estimations relatives aux quantités futures, y compris celles résultant d'opérations de démantèlement. Cet inventaire indique clairement la localisation et la quantité de déchets radioactifs et de combustible usé, conformément à la classification appropriée des déchets radioactifs et des combustibles usés;  d)  les concepts, ou les plans et solutions techniques en matière de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs, depuis la production jusqu'au stockage;  e)  les concepts ou les plans pour la période postérieure à la fermeture d'une installation de stockage, y compris pour la période pendant laquelle des mesures de contrôle appropriées sont maintenues, ainsi que les moyens à utiliser pour préserver la mémoire de l'installation à long terme;  f)  les activités de recherche, de développement et de démonstration nécessaires pour mettre en œuvre des solutions de gestion du combustible usé et des déchets radioactifs;  g)  les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme national et les indicateurs de performance clés pour surveiller l'avancement de la mise en œuvre;  h)  une estimation des coûts du Programme national et la base et les hypothèses utilisées pour formuler cette estimation, qui doit être assortie d'un calendrier;  i)  le ou les mécanismes de financement en vigueur;  j)  la politique ou la procédure en matière de transparence;  k)  le cas échéant, le ou les accords conclus avec un autre pays en matière de gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs, y compris pour ce qui est de l'utilisation des installations de stockage;  l)  l'identification des exigences complémentaires découlant de l'interdépendance entre les différentes étapes de gestion pour chaque type de déchets radioactifs et de combustible usé depuis leur production jusqu'à leur stockage afin d'en assurer l'articulation et la cohérence d'ensemble;  m)  les informations relatives à toute modification prévue ou envisagée des installations et/ou des pratiques susceptibles d'avoir un impact sur la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé;  n)  les informations relatives aux situations historiques et aux activités professionnelles passées ou en cours qui ont généré ou qui génèrent des substances susceptibles d'être qualifiées comme déchets radioactifs ainsi que les principes de base des modes de gestion envisagés pour ces déchets radioactifs, dans l'hypothèse où leur gestion ne peut être assurée par des modes de gestion existants.  Le Comité du Programme national peut requérir auprès des exploitants d'installations nucléaires et des détenteurs de substances radioactives, ou à défaut de leurs propriétaires, sous leur responsabilité, sur simple demande et sans frais, toute information utile à l'établissement du Programme national et en particulier les informations relatives à la gestion du combustible usé ou des déchets radioactifs avant transfert à l'Organisme.  Le Programme national est notifié au plus tard le 23 août 2015 à la Commission européenne à l'initiative des ministres ayant l'Economie et l'Energie dans leurs attributions. Ses modifications substantielles ultérieures sont notifiées à la Commission dans le mois après leur adoption. En cas de demande d'informations ou d'éclaircissements de la Commission, celles-ci ainsi que les révisions subséquentes sont fournies dans un délai de six mois à dater de la réception de cette demande.  ]  [§ 9  1.  Au plus tard et pour la première fois le 23 août 2015, et ensuite tous les trois ans, un rapport sur la mise en œuvre de la Directive 2011/70/Euratom mettant à profit les évaluations et les rapports rédigés au titre de la Convention commune est notifié à la Commission européenne par les ministres ayant l'Economie et l'Energie dans leurs attributions. L'Organisme coordonne les activités d'établissement et de notification du rapport à la Commission.  2.  Il est organisé périodiquement, et tous les dix ans au moins, à l'initiative des ministres compétents, des autoévaluations du Cadre national, de l'autorité de réglementation compétente, ainsi que du Programme national et de sa mise en œuvre.  3.  Il est organisé périodiquement, et tous les dix ans au moins, à l'initiative des ministres compétents, une évaluation internationale par des pairs du Cadre national, de l'autorité de réglementation compétente et/ou du Programme national en vue de garantir que la gestion sûre du combustible usé et des déchets radioactifs répond à des normes de sûreté d'un niveau élevé.  4.  Les résultats de l'évaluation par les pairs sont communiqués à la Commission et aux autres États membres et mis à disposition du public, pour autant que cela ne soit pas incompatible avec la sécurité et la confidentialité des informations.  ]  [§ 10  Toute personne physique ou morale titulaire d'une autorisation ou tenue à certaines obligations en vertu du présent article doit prendre, pour son personnel, des dispositions en matière de formation et entreprendre des activités de recherche et de développement pour couvrir les besoins du Programme national pour la gestion du combustible usé et des déchets radioactifs, en vue d'acquérir, de maintenir et de développer davantage les compétences et qualifications nécessaires. Le Roi fixe les modalités d'exécution du présent paragraphe.  ]  [§ 11  L'acceptation telle que prévue au § 5, 7°, n'est pas requise pour les combustibles usés et les substances radioactives dont l'utilisation prévue ou envisagée n'a pas encore fait l'objet d'une Politique nationale. Le présent article ne porte pas préjudice aux dispositions légales et réglementaires auxquelles le § 5, 7°, renvoie.  ] | **Artikel 179**  § 1  De Staat mag deelnemen in het kapitaal van een gemengde vennootschap die tot doel heeft activiteiten in verband met de nucleaire brandstofcyclus [, alsook de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales,] te beheren, met uitzondering van de activiteiten hierna voorzien in § 2.  [...]  De totale kosten verbonden aan de activiteiten van de vennootschap, hierin begrepen de kosten van het toegepast wetenschappelijk onderzoek, zullen ten laste vallen van de vennootschappen en organismen voor wie de verrichtingen zullen gebeurd zijn.  § 2  1°  [Er wordt een openbare instelling opgericht, Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen (NIRAS) genoemd. Deze Instelling krijgt de rechtspersoonlijkheid. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de vestigingsplaats van de Instelling, de werkingsbeginselen ervan, de samenstelling van haar beraadslagende en uitvoerende organen, de benoemingswijze van de personen die erin zetelen, de vertegenwoordiging ervan in rechte evenals de organisatie van het administratief toezicht erop. [Voor de toepassing van de federale belastingwetten wordt het NIRAS met de Staat gelijkgesteld.]  2°  Met het doel de bescherming van de werknemers, de bevolking en het leefmilieu te waarborgen en te verzekeren en onverminderd de juridische en financiële verantwoordelijkheid van de afvalproducenten, wordt de Instelling belast met het beheer van al het radioactief afval, van welke oorsprong of herkomst het ook zij [, het opstellen van een inventaris van alle nucleaire installaties en alle terreinen die radioactieve stoffen bevatten, zoals gedefinieerd in artikel 1 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor nucleaire controle,] evenals met bepaalde opdrachten op het gebied van het beheer van verrijkte splijtstoffen, plutoniumhoudende stoffen, bestraalde splijtstoffen, en van de denuclearisatie van de buiten dienst gestelde installaties. [De voorzitter, de ondervoorzitters en de leden van de raad van bestuur, opgericht door het koninklijk besluit van 30 maart 1981 houdende bepaling van de opdrachten en de werkingsmodaliteiten van de openbare instelling voor het beheer van radioactief afval en splijtstoffen, vertegenwoordigen het Rijk of een Gewest.]  3°  De Instelling zal slechts afval van buitenlandse oorsprong mogen beheren na instemming te hebben bekomen van haar voogdijoverheid.  4°  De opdrachten betreffende het radioactief afval omvatten het vervoer buiten de installaties, de verwerking en de conditionering voor de producenten die niet over daartoe door de Instelling erkende uitrustingen beschikken, de opslag buiten de installaties en de berging, evenals de verzameling en de evaluatie van elke informatie die nodig is voor de uitvoering van de bovengenoemde opdrachten.  [Op voorstel van de Instelling stelt de Koning de algemene regels vast voor het opstellen van de in het vierde lid bedoelde criteria. Het voorstel van de Instelling wordt voorafgaandelijk voor advies voorgelegd aan het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle overeenkomstig artikel 15quater van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en wordt overeenkomstig aangepast door de Instelling, die daarbij gebonden is door het advies.  Indien de Koning beslist om van het voorstel bedoeld in het tweede lid af te wijken, dan vermeldt hij uitdrukkelijk de redenen daarvan in zijn beslissing, die in dat geval wordt vastgesteld na overleg in Ministerraad.  Op basis van de algemene regels die worden vastgesteld door de Koning en na raadpleging van de afvalproducenten in een door de Koning bepaald raadgevend comité, stelt de Instelling de criteria op waaraan het geconditioneerde en niet– geconditioneerde radioactieve afval moet beantwoorden om overgedragen te kunnen worden aan de Instelling met het oog op het veilige beheer ervan tijdens een deel of het geheel van de verschillende beheerstappen tot en met hun berging. Deze criteria hebben een hoofdzakelijk technisch en niet-beleidsmatig karakter en worden acceptatiecriteria van het geconditioneerde en niet-geconditioneerde radioactieve afval genoemd. De Koning duidt het bestuursorgaan binnen de Instelling aan dat belast is met de goedkeuring van de acceptatiecriteria. De acceptatiecriteria worden gepubliceerd op de website van de Instelling.  De acceptatiecriteria zijn te allen tijde afgestemd op de vergunningen die worden toegekend door de bevoegde overheden overeenkomstig voornoemde wet van 15 april 1994, voor de installaties die noodzakelijk zijn voor de verschillende beheerstappen voor elk type van radioactief afval vanaf hun productie tot hun berging. De algemene regels bepalen de wijze waarop de afstemming verzekerd wordt. Deze acceptatiecriteria zijn evolutief en kunnen periodiek door de Instelling worden herzien.  De Koning verduidelijkt de nadere regels van het acceptatiesysteem van geconditioneerd en niet-geconditioneerd radioactief afval, op voorstel van de Instelling.  Om het radioactieve afval in voorkomend geval in overeenstemming te brengen met de criteria die overeenkomstig het vierde lid door de Instelling worden opgesteld voor de verschillende beheerstappen, worden, met het oog op het verantwoorde en veilige beheer ervan, de nodige maatregelen genomen door de producenten of door de Instelling, naar gelang dit afval al dan niet aan de Instelling werd overgedragen. De kosten die voortvloeien uit deze maatregelen worden gedragen door de begunstigden van de diensten van de Instelling of door de rechtspersonen of natuurlijke personen die in hun rechten en plichten treden.  De bepalingen van de overeenkomsten afgesloten tussen de producenten en de Instelling, die door de algemene regels en de acceptatiecriteria zoals bedoeld in het tweede tot vierde lid beïnvloed worden, worden hiermee van rechtswege in overeenstemming gebracht.]  [De instelling wordt bovendien gemachtigd om elke handeling te stellen en elke maatregel te treffen die erop gericht is het maatschappelijk draagvlak dat vereist is voor de integratie van een bergingsinstallatie voor radioactief afval in een lokale collectiviteit, te creëren en in stand te houden.]  5°  [Deze wet is van toepassing onverminderd de specifieke bevoegdheden van de veiligheidsautoriteiten voor wat betreft de bescherming van de bevolking en het leefmilieu tegen de gevaren voortspruitend uit ioniserende stralingen, in het bijzonder het Federaal Agentschap voor nucleaire controle en zijn voogdijminister.]  6°  [De opdracht met betrekking tot de inventaris omvat het opstellen van een repertorium van de lokalisatie en de staat van alle nucleaire installaties en alle plaatsen die radioactieve stoffen bevatten, de raming van de kost van hun ontmanteling en sanering, de evaluatie van het bestaan en de toereikendheid van provisies voor de financiering van deze operaties, toekomstig of lopend, en de vijfjaarlijkse bijwerking van deze inventaris.  De uitbaters van de nucleaire installaties en de houders van radioactieve stoffen, of, bij ontstentenis, hun eigenaars, zijn gehouden aan de Instelling, onder hun verantwoordelijkheid en op eenvoudige vraag, de gegevens te bezorgen om haar toe te laten de inventaris op te maken op basis van een door haar uitgewerkte procedure die de vorm en de inhoud van deze gegevens definieert.  De Instelling kan elke uitbater van nucleaire installaties en elke houder van radioactieve stoffen, of, bij ontstentenis, hun eigenaars, verplichten om, binnen een gegeven termijn, alle noodzakelijke gegevens voor de opmaak van de inventaris te bezorgen. Haar afgevaardigden of opdrachthouders zullen, op werkdagen van acht tot zeventien uur, beschikken over het recht tot toegang tot deze installaties en terreinen, alsook tot elk technisch of boekhoudkundig document dat nodig is voor de opmaak en de bijwerking van de inventaris.  Zij die de gevraagde gegevens niet of laattijdig bezorgen, zij die onvolledige of onjuiste gegevens bezorgen, zij die de toegang tot hun installaties en terreinen of tot elk technisch en boekhoudkundig document, nodig voor de opmaak of de bijwerking van de inventaris, weigeren, en, in het algemeen, zij die hun medewerking weigeren of de uitvoering van de opdrachten van de Instelling verhinderen, worden bestraft met een geldboete van 1.000 tot 10.000 [euro].  De Instelling maakt deze inventaris over aan haar voogdijminister die, in voorkomend geval, elke uitbater van nucleaire installaties of houder van radioactieve stoffen, of, bij ontstentenis, hun eigenaars, verplicht corrigerende maatregelen te nemen.  Zij die zich niet schikken naar de uitdrukkelijke bevelen van de minister worden bestraft met een geldboete van 1.000 tot 1.000.000 [euro].]  6°/1  [De Instelling formuleert in de inventaris, ter attentie van de ministers die bevoegd zijn voor Economie en Energie, aanbevelingen die onder meer betrekking hebben op de ontwikkeling van het wettelijk en regelgevend kader inzake de organisatie van de dekking van de nucleaire kosten.  Op basis van de door de Instelling toegezonden inventaris, belasten de ministers die bevoegd zijn voor Economie en Energie, in voorkomend geval, de Instelling om ter attentie van de bevoegde ministers voorstellen uit te werken met het oog op de uitvoering van de in de inventaris vervatte aanbevelingen.  ]  [7°  De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de Instelling de in het vorige lid bedoelde uitrustingen bestemd voor verwerking en conditionering kan erkennen evenals de voorwaarden van verhaal.  [8°  De opdrachten betreffende verrijkte splijtstoffen, plutoniumhoudende stoffen en bestraalde splijtstoffen omvatten het vervoer buiten de installaties, van de verrijkte en plutoniumhoudende splijtstoffen in een hoeveelheid die en met een verrijkingspercentage dat de door de Koning bepaalde grenzen overschrijdt, de opslag buiten de installaties, van de ten opzichte van de operationele behoeften van de installatie overtollige plutoniumhoudende stoffen, de opslag buiten de installaties, van bestraalde splijtstof of nieuwe splijtstof waarvoor geen enkel gebruik is voorzien, evenals de verzameling en de evaluatie van elke informatie die nodig is voor de uitvoering van de bovengenoemde opdrachten.  [Op voorstel van de Instelling stelt de Koning de algemene regels vast voor het opstellen van de in het vierde lid bedoelde criteria. Het voorstel van de Instelling wordt voorafgaandelijk voor advies voorgelegd aan het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle overeenkomstig artikel 15quater van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, en wordt overeenkomstig aangepast door de Instelling, die daarbij gebonden is door het advies. Het aangepaste voorstel wordt samen met het advies van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle voorgelegd aan de Koning.  Indien de Koning beslist om van het aangepaste voorstel bedoeld in het tweede lid af te wijken, dan vermeldt hij uitdrukkelijk de redenen daarvan in zijn beslissing, die in dat geval wordt vastgesteld na overleg in Ministerraad.  Op basis van de algemene regels die worden vastgesteld door de Koning, stelt de Instelling, na raadpleging van de afvalproducenten in een door de Koning bepaald raadgevend comité, de criteria op waaraan de overtollige hoeveelheden moeten beantwoorden om overgedragen te kunnen worden aan de Instelling met het oog op het veilige beheer ervan totdat zij als afval worden beschouwd en dit voor een deel of het geheel van de beheerstappen tot en met hun opslag. Deze criteria hebben een hoofdzakelijk technisch en niet-beleidsmatig karakter en worden acceptatiecriteria van de overtollige hoeveelheden genoemd. De Koning duidt een bestuursorgaan van de Instelling aan dat belast is met de goedkeuring van de acceptatiecriteria. De acceptatiecriteria worden gepubliceerd op de website van de Instelling.  De acceptatiecriteria zijn te allen tijde afgestemd op de vergunningen, die worden toegekend door de bevoegde overheden overeenkomstig voornoemde wet van 15 april 1994, voor de installaties die noodzakelijk zijn voor de verschillende beheerstappen vanaf de productie tot en met de opslag. De algemene regels bepalen de wijze waarop de afstemming verzekerd wordt. Deze acceptatiecriteria zijn evolutief en kunnen periodiek door de Instelling worden herzien.  De Koning verduidelijkt de nadere regels van het acceptatiesysteem van de overtollige hoeveelheden, op voorstel van de Instelling.  Om de overtollige hoeveelheden in voorkomend geval in overeenstemming te brengen met de criteria die overeenkomstig het vierde lid door de Instelling worden opgesteld voor de verschillende beheerstappen, worden, met het oog op het verantwoorde en veilige beheer ervan, de nodige maatregelen genomen door de producenten of de Instelling, naar gelang deze overtollige hoeveelheden al dan niet aan de Instelling werden overgedragen. De kosten die voortvloeien uit deze maatregelen worden gedragen door de begunstigden van de diensten van de Instelling of door de rechtspersonen of natuurlijke personen die in hun rechten en plichten treden.  De bepalingen van de overeenkomsten afgesloten tussen de producenten en de Instelling, die door de algemene regels en de acceptatiecriteria zoals bedoeld in het tweede tot vierde lid beïnvloed worden, worden hiermee van rechtswege in overeenstemming gebracht.]  [9°  De opdrachten betreffende de ontmanteling omvatten de verzameling en de evaluatie van elke informatie waarmee de Instelling beheersprogramma's kan opstellen inzake het afval dat eruit zal voortspruiten, het akkoord over het programma voor ontmanteling van de besmette installaties, evenals de uitvoering van dit programma op aanvraag van de exploitant of in geval van tekortkoming van deze laatste.  [10°  De Instelling mag alle tot het verwezenlijken van haar doel nodige of nuttige verrichtingen doen.  Zij kan met name alle overeenkomsten sluiten, leningen aangaan, derden in haar vorderingen subrogeren, deze cederen of er anders over beschikken, alle schikkingen, zelfs voorstellen tot concordaat, aannemen, dadingen en compromissen aangaan, alle schuldvorderingen en zekerheden overlaten, van welk verhaal ook afzien en arbitrage-overeenkomsten sluiten. [De instelling kan, voor de uitvoering van haar opdrachten, rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemen aan vennootschappen, verenigingen, samenwerkingsverbanden en andere rechtspersonen, alsook aan overleg- en beheerorganen, en kan voornoemde structuren oprichten, voor zover de deelname of oprichting bijdraagt tot de verwezenlijking van de opdrachten van de instelling. De beslissing om een handelsvennootschap op te richten of erin deel te nemen, wordt goedgekeurd door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.] [De Instelling kan door de Koning, bij een in ministerraad overlegd besluit, gemachtigd worden om in eigen naam en voor eigen rekening over te gaan tot onteigeningen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van haar doelstellingen en opgelegde taken.]  [11°  Alle kosten verbonden aan de activiteiten van de Instelling, de kosten van haar operaties voor onderzoek, ontwikkeling en demonstratie en de kosten op lange termijn inbegrepen [maar met uitzondering van de kosten die gebonden zijn aan de activiteiten gedurende de twee eerste jaren van de inventarisatie], zullen worden ten laste gelegd van de maatschappijen, organismen, instellingen of personen waarvoor de Instelling haar prestaties verricht. Deze kosten, geraamd tegen kostprijs, zullen worden verdeeld tussen de begunstigden van de prestaties en naar verhouding ermee, rekening houdend met objectieve criteria.  [De volgende kosten worden gedekt door de bijdragen die ten laste worden gelegd van de uitbaters van nucleaire installaties en van de houders van radioactieve stoffen of, bij ontstentenis daarvan, van hun eigenaars, van de begunstigden van de diensten van de Instelling of van de rechtspersonen of natuurlijke personen die in hun rechten en plichten treden:  a)  de kosten verbonden aan de opmaak en het bijhouden van de inventaris, bedoeld in de bepaling onder 6°;  b)  de kosten verbonden aan de uitvoering van de opdrachten waarmee de ministers die bevoegd zijn voor Economie en Energie de Instelling op basis van de inventaris bedoeld in de bepaling onder 6° hebben belast;  c)  de kosten verbonden aan de volgende opdrachten:  i.  de opmaak van voorstellen van Nationale Beleids-maatregelen inzake het beheer van het radioactief afval en de verbruikte splijtstof, bedoeld in paragraaf 6;  ii  de ontwikkeling en uitvoering van regelingen die ertoe strekken een effectieve participatie van het publiek aan het besluitvormingsproces inzake het beheer van de verbruikte splijtstof en het radioactief afval, bedoeld in paragraaf 6, te garanderen, inzonderheid om de in dezelfde paragraaf bedoelde Nationale beleidsmaatregelen vast te stellen en in stand te houden;  iii  het secretariaat van het Comité van het Nationale Programma dat belast is met het voorstellen aan de ministers bevoegd voor Energie en Economie, van een Nationaal Programma voor het beheer van de verbruikte splijtstof en het radioactief afval en het bijhouden ervan, bedoeld in paragraaf 8;  iv  de coördinatie van de activiteiten voor de opmaak en de kennisgeving van het verslag over de uitvoering van richtlijn 2011/70/Euratom, bedoeld in paragraaf 9, 1.;  v.  de zelfevaluaties en internationale collegiale toetsingen van het Nationale Programma en van de uitvoering ervan, bedoeld in paragraaf 9, 2. en 3.  ]  [[...]  De kosten met betrekking tot het opmaken van de inventaris, voor de eerste twee jaren, zullen gedragen worden door het Fonds voor de technische veiligheid van de nucleaire installaties van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en het Fonds voor de bescherming tegen ioniserende stralingen van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.]  [De Instelling kan een fonds oprichten voor de financiering van haar opdrachten op lange termijn, ook Fonds op lange termijn genoemd. Dit fonds dient om alle kosten en investeringen te dekken die noodzakelijk zijn om het radioactieve afval op te slaan en om berginginstallaties voor het radioactieve afval te bouwen, te exploiteren en te sluiten, en er de institutionele controle van te verzekeren, in overeenstemming met de vergunningen die uitgereikt zijn om deze activiteiten uit te voeren.  Het Fonds op lange termijn wordt gestijfd door retributies die in rekening worden gebracht van de producenten van radioactief afval. Deze retributies worden berekend op basis van de kosten die toe te schrijven zijn aan het respectieve afval van deze producenten en die worden geraamd op basis van de leidende principes die door de Koning worden vastgesteld, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.  De waarden van deze leidende principes, alsook bepaalde modaliteiten voor het stijven van het fonds op lange termijn, worden in onderlinge overeenstemming vastgesteld tussen de Instelling en de afvalproducenten, en zijn het voorwerp van daartoe gesloten overeenkomsten. Indien het onmogelijk is deze waarden en modaliteiten door een overeenkomst vast te stellen, worden ze op eensluidend advies van de instelling, vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.  De Instelling kan een fonds oprichten, ook Fonds op middellange termijn genoemd, om de kosten te dekken van de bijbehorende voorwaarden die werden goedgekeurd, enerzijds, door de gemeenteraad (-raden) van de gemeente(n) die het mogelijk heeft (hebben) gemaakt een maatschappelijk draagvlak te creëren en te bestendigen voor de vestiging van een bergingsinstallatie, door de ontwikkeling en de instandhouding van een participatief proces of van elke andere bestaande of uit te werken methode of procédé die hetzelfde resultaat bereikt, en, anderzijds, op voorstel van de Instelling, door de federale regering.  Deze kosten worden gemaakt om het vereiste maatschappelijk draagvlak te creëren en in stand te houden voor de integratie van een bergingsinstallatie voor radioactief afval in een lokale collectiviteit.  In ieder geval kunnen de middelen van het Fonds op middellange termijn worden aangewend om alle of een deel van de kosten te financieren verbonden aan de investering en de exploitatie van de infrastructuren alsook aan de activiteiten en projecten van de lokale collectiviteit die, via een participatief proces, de continuïteit van het maatschappelijk draagvlak voor de berging verzekert.  Het Fonds op middellange termijn wordt gestijfd door de integratiebijdrage die geheven wordt bij de producenten van radioactief afval. Deze integratiebijdrage wordt berekend op basis van de totale capaciteit van de bergingsinstallatie en de totale respectieve afvalhoeveelheden van de producenten die bestemd zijn om er geborgen te worden.  Het bedrag van de integratiebijdrage die verschuldigd is om het Fonds op middelange termijn te stijven, wordt als volgt vastgesteld:  Hp = ( Qp / Qt) × T × FC  waarbij:  Hp = het bedrag van de door afvalproducent P verschuldigde bijdrage aan het Fonds op middellange termijn;  T = het totale bedrag van de bijdrage aan het Fonds op middellange termijn;  Qt = de totale capaciteit van de bergingsinstallatie, uitgedrukt in m3, zoals vermeld in de aanvraag voor de oprichtingsvergunning van de bergingsinstallatie, overeenkomstig de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;  Qp = de totale hoeveelheid afval, uitgedrukt in m3, die gereserveerd wordt voor producent P, en die bestemd is om geborgen te worden op de bergingssite, bijgewerkt op 1 januari van het jaar waarin de belasting van kracht wordt;  FC = corrigerende factor, rekening houdend met de vrijstellingen.  De Instelling int de integratiebijdrage volgens de modaliteiten en op het tijdstip vastgesteld door de Koning. Het bedrag T voor het Fonds op middellange termijn, aangelegd voor de oppervlakteberging van het afval van categorie A op het grondgebied van de gemeente Dessel, bedraagt 130 000 000 euro. De Koning bepaalt, op voorstel van de Instelling, de waarde van Qt, Qp en FC, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.  Het bedrag T wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen vanaf het jaar 2010 tot het jaar waarin het bedrag T integraal wordt geheven bij de producenten. Tijdens de heffingsperiode worden de uitgevoerde heffingen afgetrokken van het bedrag T alvorens tot de indexering over te gaan.  De verplichting om bij te dragen tot het Fonds op middellange termijn, gaat in vanaf het ogenblik dat de bergingsinstallatie voor radioactief afval het voorwerp is geweest van een definitieve en uitvoerbare oprichtingsvergunning, overeenkomstig de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, alsook van een bouwvergunning en, in voorkomend geval, een milieuvergunning, overeenkomstig de van toepassing zijnde gewestelijke regelgeving.  Op voorwaarde dat hun individueel aandeel in de capaciteit niet meer dan 3 % van de totale capaciteit van de bergingsinstallatie bedraagt, zijn de openbare onderzoeksinstellingen die voor het merendeel betaald worden door de Staat, een Gemeenschap of een Gewest, en de openbare of private instellingen die actief zijn in de sector van de gezondheidszorg, vrijgesteld van betaling van de integratiebijdrage. Voor zover hun individueel aandeel in de capaciteit voormelde drempel niet overschrijdt, zijn de occasionele producenten van radioactief afval eveneens vrijgesteld.  De middelen van het Fonds op middellange termijn kunnen in ieder geval worden aangewend ten behoeve van de lokale collectiviteit en/of haar inwoners die het mogelijk hebben gemaakt een maatschappelijk draagvlak te creëren en te bestendigen voor de vestiging van een bergingsinstallatie, door de ontwikkeling en de instandhouding van een participatief proces of van elke andere bestaande of uit te werken methode die hetzelfde resultaat bereikt, of ten behoeve van de lokale collectiviteit en/of haar inwoners die worden geraadpleegd in het kader van de vergunningsprocedure ter uitvoering van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.  De middelen van het Fonds op middellange termijn kunnen worden gebruikt vanaf het ogenblik dat de integratiebijdrage wordt geheven bij de producenten, overeenkomstig het punt 14° van deze paragraaf.  Binnen de Instelling wordt een toezichtcomité opgericht, belast met het controleren van de bestemming van de middelen van het Fonds op middellange termijn. De Koning bepaalt de samenstelling en de modaliteiten van de uitoefening van zijn opdracht, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.]  [11°bis  Om de integratiebijdrage te innen die het Fonds op middellange termijn stijft, richt de Instelling een schriftelijk verzoek aan elke producent, binnen de termijn en volgens de modaliteiten die door de Koning zijn vastgesteld. Dit verzoek specificeert het verschuldigde bedrag en vermeldt het rekeningnummer waarop dit bedrag moet worden gestort. De producent beschikt over een termijn van maximum 50 kalenderdagen vanaf de dag die volgt op de verzending van het schriftelijk verzoek van de Instelling om tot betaling over te gaan. Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn, zal de Instelling de producent aanmanen te betalen binnen een termijn van 15 kalenderdagen vanaf de dag die volgt op de verzending van de ingebrekestelling.  Indien de producent de betaling van de integratiebijdrage niet uitvoert overeenkomstig de voorwaarden bepaald in het voorgaande lid, en dit zonder enige rechtvaardiging, of wanneer de verstrekte rechtvaardiging onaanvaardbaar wordt geacht door de Instelling, kan deze de producent een administratieve boete opleggen waarvan het bedrag maximum 30 % van de onbetaalde som bedraagt. De producent wordt per aangetekende brief in kennis gesteld van de beslissing om een administratieve boete op te leggen. De kennisgeving vermeldt de betalingswijze en de betalingstermijn.  Elk geschil betreffende een administratieve boete die wordt opgelegd om het Fonds op middellange termijn te stijven, wordt voor de rechtbank van eerste aanleg gebracht. Op straffe van verval dient de aanhangigmaking bij de rechtbank te gebeuren door middel van een verzoekschrift binnen de twee maanden die volgen op de kennisgeving van de boete.]  [12°  [De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, in overeenstemming met de bepalingen van het 11° van deze paragraaf, de financieringsvoorwaarden voor de activiteiten van de Instelling reglementeren.  De in het vorige lid bepaalde delegatie heeft niet tot doel de essentiële bestanddelen te bepalen van de integratiebijdrage die ten voordele van het Fonds op middellange termijn wordt geïnd.]  Met het doel het financiële evenwicht van de Instelling te waarborgen kan de Koning in de kosten van de prestaties een aandeel insluiten om een provincie te vormen om het eventuele faillissement of onvermogen van bepaalde producenten te ondervangen, en dit tot een maximum van 5% van de kosten van de prestaties.  [13°  Jaarlijks wordt er verslag uitgebracht bij de Wetgevende Kamers over de activiteiten en de financiering van de Instelling, evenals over de wijze waarop de bevolking over de activiteitsdomeinen van de Instelling voorgelicht wordt.  [14°  De vertegenwoordiging van de Gewesten in de verschillende bestuurs- en beheersorganen van de Instelling wordt geregeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 92ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.]  [15°  De activiteiten van de Instelling, alsook de activiteiten die gedekt worden door het Fonds op middellange termijn, kunnen aanvullend worden gefinancierd door middel van de volgende inkomsten:  a)  de legaten en schenkingen te harer gunste;  b)  de occasionele toelagen en inkomsten;  c)  alle andere wettelijke of reglementaire ontvangsten verbonden aan haar actie en de vergoedingen voor prestaties.]  [16°  Naast de algemene bevoegdheid die haar wordt verleend in 10°, beschikt de Instelling, in het kader van de activiteiten die zij uitvoert om een maatschappelijk draagvlak te creëren en in stand te houden dat vereist is voor de integratie van een bergingsinstallatie voor radioactief afval, over de specifieke bevoegdheid om een fonds met rechtspersoonlijkheid op te richten, Lokaal fonds genaamd, dat tot doel heeft een duurzame meerwaarde te creëren voor een lokale collectiviteit. Het Lokaal fonds neemt de vorm aan van een private stichting die, voor zover daarvan niet wordt afgeweken bij deze wet, onderworpen is aan de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.  De middelen van het Lokaal fonds komen voort uit het Fonds op middellange termijn dat door de Instelling wordt opgericht overeenkomstig het 11° van deze paragraaf.  De Instelling stelt de statuten van het Lokaal fonds vast. Iedere wijziging van deze statuten is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Instelling. Het recht om voor de rechtbank van eerste aanleg een vordering tot wijziging van de statuten in te stellen overeenkomstig artikel 30, § 3, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, komt, in afwijking van zulke bepaling, uitsluitend toe aan de Instelling.  Binnen het vermogen van het Lokaal fonds kunnen afzonderlijke compartimenten worden ingericht. De compartimenten worden onafhankelijk van elkaar beheerd op bestuurlijk, boekhoudkundig en financieel vlak, volgens de in de statuten van het Lokaal fonds vastgestelde modaliteiten. Indien, overeenkomstig het voorgaande, verschillende compartimenten worden gecreëerd binnen het vermogen van het Lokaal fonds:  a)  dient elke verrichting op expliciete wijze te worden toegerekend aan één of meer compartimenten;  b)  strekken, in afwijking van de artikelen 7 en 8 van de hypotheekwet van 16 december 1851, de activa van een compartiment uitsluitend tot waarborg voor de rechten van de schuldeisers van dit compartiment, en zijn de rechten van deze schuldeisers beperkt tot de activa van dit compartiment;  c)  worden deze compartimenten afzonderlijk vereffend.  Naast het algemene toezicht dat wordt uitgeoefend door het toezichtcomité bedoeld in het 11°, laatste lid, van deze paragraaf is het Lokaal fonds onderworpen aan een specifiek toezicht van de Instelling op de naleving van haar statuten, de in uitvoering van deze statuten vastgestelde reglementen en, in het algemeen, van de wet- en regelgeving die van toepassing is op het Lokaal fonds. De Instelling kan dit toezicht uitoefenen door tussenkomst van een waarnemer die zij aanstelt overeenkomstig de door de Koning vastgestelde modaliteiten. Om dit toezicht uit te oefenen, beschikken de Instelling en de door haar aangestelde waarnemer over de meest uitgebreide waarnemings-, informatie- en inzagerechten. In het kader van dit specifieke toezicht zijn de Instelling en de waarnemer gemachtigd om de door de organen van het Lokaal fonds genomen beslissingen op te schorten en te vernietigen. De modaliteiten volgens dewelke dit specifieke toezicht wordt uitgeoefend, worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.  Naast de hypotheses waarin de gevallen van ontbinding, door de rechtbank van eerste aanleg, bedoeld in artikel 39 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, kunnen worden toegepast, kan het Lokaal fonds worden ontbonden bij beslissing van de Instelling:  a)  in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° tot 4°, van het voornoemde artikel 39;  b)  bij herhaalde vernietiging van beslissingen op basis van het vernietigingstoezicht bedoeld in het vijfde lid.  Artikel 40, paragraaf 1, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, is niet van toepassing op de vereffening van het Lokaal fonds. Alleen de Instelling kan optreden als vereffenaar van het Lokaal fonds. Bij de ontbinding van het Lokaal fonds verkrijgt de Instelling van rechtswege de hoedanigheid van vereffenaar van het Lokaal fonds, en bepaalt de Instelling de wijze waarop dit fonds zal worden vereffend, ongeacht of tot deze ontbinding wordt besloten door de Instelling overeenkomstig het voorgaande lid of door de rechtbank van eerste aanleg overeenkomstig artikel 39 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.  Het na vereffening van het Lokaal fonds resterende vermogen keert terug naar het Fonds op middellange termijn en wordt opnieuw aangewend voor de dekking van de kosten van de aanvullende voorwaarden die door dit laatste fonds moeten worden gefinancierd. Artikel 28, 6°, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, is niet van toepassing op het Lokaal fonds.]  § 3  De controle van de activiteiten van de gemengde vennootschap, bepaald in § 1 en van deze van het openbaar organisme bepaald in § 2, zal worden uitgeoefend door de nationale organisatie voor controle van de kernactiviteiten.  De vennootschap en het organisme behouden de gehele verantwoordelijkheid voor het toezicht op de activiteiten en voor de veiligheid van hun installaties.  § 4  Tot opwerking van splijtstoffen, in België, kan slechts overgegaan worden nadat de Wetgevende Kamers zich hierover principieel hebben uitgesproken.  [§ 5  In de zin van dit artikel, dient te worden verstaan onder:  1°  Sluiting: de beëindiging van alle operaties een zekere tijd nadat verbruikte splijtstof of radioactief afval in een bergingsinstallatie is geplaatst, met inbegrip van de uiteindelijke bouwkundige werken of andere werkzaamheden die vereist zijn om de installatie voor de lange termijn te beveiligen;  2°  Bevoegde regelgevende autoriteit: het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, opgericht bij artikel 2 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle;  3°  Berging: de plaatsing van verbruikte splijtstof of radioactief afval in een installatie zonder de bedoeling die splijtstof of dat afval terug te halen, maar zonder afbreuk te doen aan de mogelijkheid om, in voorkomend geval, over te gaan tot recuperatie van afval, in overeenstemming met de modaliteiten gedefinieerd in de Nationale Beleidsmaatregelen bedoeld in § 6 en § 7 van dit artikel;  4°  Bergingsinstallatie: elke installatie die de berging van radioactief afval als voornaamste doel heeft;  5°  Vergunning: elk wettelijk document voor het uitvoeren van om het even welke activiteit in verband met het beheer van verbruikte splijtstof of radioactief afval, het ontwerp, de bouw, de inwerkingstelling, de bedrijfsvoering, de ontmanteling of de sluiting van een installatie voor het beheer van verbruikte splijtstof of een installatie voor het beheer van radioactief afval;  6°  Vergunninghouder: een natuurlijke of rechtspersoon aan wie een vergunning werd verleend;  7°  Radioactief afval: een radioactieve stof in gasvormige, vloeibare of vaste staat waarvoor de Staat of een natuurlijke persoon of rechtspersoon wiens beslissing is aanvaard door de goedkeuring van een Nationale Beleidsmaatregel met betrekking tot deze stof zoals bedoeld in § 6 en § 7 van dit artikel, geen verder gebruik meer voorziet of overweegt en die door de bevoegde regelgevende autoriteit als radioactief afval wordt beschouwd, of indien deze stof dient te worden beschouwd als radioactief afval op grond van een wettelijke of reglementaire bepaling;  8°  Beheer van radioactief afval: alle activiteiten die met name te maken hebben met het hanteren, het transport, de voorbehandeling, de behandeling, het conditioneren, de opslag of de berging van het radioactieve afval;  9°  Installatie voor het beheer van radioactief afval: elke installatie die het beheer van radioactief afval als voornaamste doel heeft;  10°  Opwerking: een proces of procedé dat tot doel heeft radioactieve isotopen te onttrekken aan verbruikte splijtstof met het oog op verder gebruik;  11°  Verbruikte splijtstof: de kernsplijtstof die bestraald is in een reactorkern en permanent eruit is verwijderd; verbruikte splijtstof kan worden beschouwd hetzij als een bruikbare bron die kan worden hergebruikt of opgewerkt, hetzij als radioactief afval dat bestemd is voor berging;  12°  Beheer van verbruikte splijtstof: alle activiteiten die met name te maken hebben met het hanteren, het transport, de opslag, de opwerking of de berging van verbruikte splijtstof;  13°  Installatie voor het beheer van verbruikte splijtstof: elke installatie die het beheer van verbruikte splijtstof als voornaamste doel heeft;  14°  Opslag: het onderbrengen van verbruikte splijtstof of radioactief afval in een installatie met de bedoeling die splijtstof of dat afval terug te halen;  15°  [Overtollige hoeveelheden: hoeveelheden verrijkte splijtstoffen, plutoniumhoudende stoffen en ongebruikte of bestraalde splijtstof waarvoor de producent of exploitant niet in een verder gebruik of een verdere verwerking voorziet.]  ]  [§ 6  [Rekening houdende met de noodzaak van een effectieve participatie van het publiek aan het besluitvormingsproces, stelt de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de Instelling en na advies van de bevoegde regelgevende autoriteit, Nationale Beleidsmaatregelen vast en houdt deze in stand met betrekking tot het beheer van het radioactief afval en van de verbruikte splijtstof, in functie van de fysische, chemische en radiologische eigenschappen van het afval en van de verbruikte splijtstof, gebaseerd ten minste op de volgende algemene uitgangspunten:  1°  de productie van radioactief afval wordt beperkt tot een zo laag als redelijkerwijze haalbaar niveau, wat de activiteit en het volume betreft, door middel van gepaste ontwerpmaatregelen en praktijken inzake bedrijfsvoering en ontmanteling, met inbegrip van de opwerking en het hergebruik van stoffen;  2°  er wordt rekening gehouden met de onderlinge afhankelijkheid van alle stappen in de productie en het beheer van de verbruikte splijtstof en het radioactief afval;  3°  de verbruikte splijtstof en het radioactief afval worden op een veilige manier beheerd, waarbij de veiligheid op lange termijn van een bergingsinstallatie onder meer op veiligheidsmaatregelen berust die op lange termijn passief moeten kunnen worden;  4°  de maatregelen worden ten uitvoer gelegd volgens een graduele aanpak;  5°  de kosten voor het beheer van de verbruikte splijtstof en het radioactief afval zijn ten laste van diegenen die deze stoffen hebben geproduceerd;  6°  in alle stadia van het beheer van de verbruikte splijtstof en het radioactief afval wordt een met bewijskrachtige gegevens onderbouwd en gedocumenteerd besluitvormingsproces gevolgd.  ]  De in het eerste lid bedoelde Nationale Beleidsmaatregelen worden beschouwd als plannen of programma's in de zin van de wet van 13 februari 2006 betreffende de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en de inspraak van het publiek bij de uitwerking van de plannen en programma's in verband met het milieu.  [De Koning bepaalt op voorstel van de Instelling de mechanismen inzake effectieve participatie van het publiek aan het besluitvormingsproces omtrent het beheer van de verbruikte splijtstof en het radioactief afval.]  De Nationale Beleidsmaatregelen met betrekking tot het beheer van radioactief afval en van als afval beschouwde verbruikte splijtstof omvatten modaliteiten van omkeerbaarheid, terugneembaarheid en monitoring voor een te bepalen periode als elementen voor het ontwerp en de exploitatie van elke bergingsinstallatie. Deze modaliteiten worden opgesteld rekening houdend met de noodzaak de veiligheid van de bergingsinstallatie te verzekeren.  De Nationale Beleidsmaatregelen omvatten de locatiekeuze van de bergingsinstallaties op voorstel van de Instelling die de bevoegde regelgevende autoriteit raadpleegt.  De Nationale Beleidsmaatregelen omvatten de modaliteiten van opvolging van deze beleidsmaatregelen, in voorkomend geval door een onafhankelijk multidisciplinair orgaan.  Op voorstel van de houders van de verbruikte splijtstof en na raadpleging van de Instelling en van de bevoegde regelgevende autoriteit, omvatten de Nationale Beleidsmaatregelen de aanvaarde hypotheses voor het verder gebruik van de verschillende types van verbruikte splijtstof.  Op basis van vaststellingen na de sluiting van de site via de monitoring op vlak van de veiligheid, kan de Koning bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad op voorstel van de minister tot wiens bevoegdheden de nucleaire veiligheid en beveiliging behoort, de heropening van de bergingsinstallatie, en in voorkomend geval, de terugname van het radioactieve afval of de verbruikte splijtstof opleggen.  De werkzaamheden voor de heropening van de bergingsinstallatie en, in voorkomend geval, de terugname van het radioactieve afval of de verbruikte splijtstof dienen het voorwerp te zijn van een vergunning verleend op basis van de wet van 15 april 1994 houdende de bescherming van de bevolking en het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren.  ]  [§ 7  Indien radioactief afval of verbruikte splijtstof wordt overgebracht naar een ander land met het oog op verwerking of opwerking, blijft de uiteindelijke verantwoordelijkheid voor de veilige en verantwoorde berging van deze stoffen, ook voor al het als bijproduct gegenereerde afval, bij de Staat berusten, als land van waaruit de radioactieve stoffen zijn verzonden.  Het op het Belgisch grondgebied geproduceerde radioactief afval wordt er geborgen, tenzij op het moment van overbrenging, rekening houdend met de door de Europese Commissie overeenkomstig artikel 16, paragraaf 2, van Richtlijn 2006/117/Euratom opgestelde criteria, zoals omgezet bij koninklijk besluit van 24 maart 2009 tot regeling van de invoer, de doorvoer en de uitvoer van radioactieve stoffen, tussen de Staat en een ander land een overeenkomst van kracht is om een bergingsinstallatie in dat land te gebruiken.  Vóór de overbrenging naar dat andere land, stelt de Staat de Commissie op de hoogte van de inhoud van een dergelijke overeenkomst en neemt hij redelijke maatregelen om ervoor te zorgen dat:  a)  het land van bestemming een overeenkomst over het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval heeft gesloten met de Euratom-Gemeenschap, of partij is bij het Gezamenlijk Verdrag inzake de veiligheid van het beheer van verbruikte splijtstof en inzake de veiligheid van het beheer van radioactief afval (“het Gezamenlijk Verdrag”);  b)  het land van bestemming over programma's inzake beheer en berging van radioactief afval beschikt waarvan de doelstellingen, van hoog veiligheidsniveau, gelijkwaardig zijn aan de doelstellingen die vastgesteld zijn door de Richtlijn 2011/70/Euratom, zoals omgezet in deze wet;  c)  de bergingsinstallatie in het land van bestemming vergund is het over te brengen radioactief afval te ontvangen, operationeel is vóór de overbrenging en beheerd wordt overeenkomstig de voorschriften van het programma van het land van bestemming inzake beheer en berging van radioactief afval.  De bepaling van het vorige lid is niet van toepassing op:  a)  de terugbrenging van afgedankte ingekapselde bronnen naar een leverancier of fabrikant;  b)  de overbrenging van verbruikte splijtstof uit onderzoeksreactoren naar een land waar splijtstoffen van onderzoeksreactoren worden geleverd of vervaardigd, rekening houdend met de toepasselijke internationale overeenkomsten.  ]  [§ 8  Er wordt een Comité van het Nationale Programma opgericht belast met het opstellen van het Nationale Programma voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval. Dit Comité bestaat uit vertegenwoordigers van de Federale Overheidsdienst belast met Energie, de Instelling en de in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde vennootschap, die allen handelen in het kader van hun bevoegdheden en opdrachten. Het Comité wordt voorgezeten door de Federale Overheidsdienst belast met Energie. Het secretariaat van het Comité wordt verzorgd door de Instelling. Het Comité kan zich laten bijstaan door deskundigen en de verschillende producenten van radioactief afval en van verbruikte splijtstof raadplegen.  De ministers die bevoegd zijn voor Energie en Economie maken, bij ministerieel besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voordracht van het Comité van het Nationale Programma en na raadpleging van de bevoegde regelgevende autoriteit, een Nationaal Programma op voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval. Dit programma maakt met name de balans op van de bestaande beheermethodes van verbruikte splijtstof en radioactief afval, brengt de te voorzien behoeften in kaart inzake opslag- of bergingsinstallaties, verduidelijkt de noodzakelijke capaciteit van deze installaties en de duur van de opslag en bepaalt de te bereiken doelstellingen voor het radioactieve afval dat nog niet het voorwerp uitmaakt van een definitieve beheermethode. Het Nationale Programma structureert de uitvoering van de onderzoeken en studies betreffende het beheer van de verbruikte splijtstof en van het radioactieve afval door mijlpalen vast te leggen voor de implementatie van nieuwe beheervormen, de oprichting van installaties of de wijziging van de bestaande installaties om te beantwoorden aan de hierboven gedefinieerde behoeftes en doelstellingen.  Het Nationale Programma wordt regelmatig bijgewerkt en telkens als een Nationale Beleidsmaatregel wordt aangenomen of gewijzigd.  De samenhang van het Nationale Programma voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval moet worden nagestreefd, alsook de technische en economische optimalisatie ervan.  Het Nationale Programma bevat tevens:  a)  de globale doelstellingen die worden nagestreefd door de Nationale Beleidsmaatregelen bedoeld in paragraaf 6 van dit artikel ten aanzien van het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval;  b)  de belangrijke mijlpalen en duidelijke tijdsbestekken voor het bereiken van deze mijlpalen in het licht van de globale doelstellingen die worden nagestreefd door het Nationale Programma;  c)  een inventaris van alle verbruikte splijtstof en radioactief afval en ramingen van toekomstige hoeveelheden, met inbegrip van die welke voortkomen uit ontmanteling. In deze inventaris staan duidelijk de locatie en de hoeveelheid radioactief afval en verbruikte splijtstof vermeld, volgens de juiste indeling van radioactieve afvalstoffen en verbruikte splijtstof;  d)  concepten, plannen en technische oplossingen voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval, van productie tot berging;  e)  concepten of plannen voor de periode na de sluiting van een bergingsinstallatie, met inbegrip van de periode waarin passende controles worden aangehouden, alsook de in te zetten middelen om de kennis over deze installatie op lange termijn te behouden;  f)  onderzoeks-, ontwikkelings- en demonstratieactiviteiten die nodig zijn om oplossingen voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval toe te passen;  g)  de verantwoordelijkheden voor de uitvoering van het Nationale Programma en de essentiële prestatie-indicatoren bestemd voor toezicht op de vooruitgang van de uitvoering;  h)  een raming van de kosten van het Nationale Programma en de basis en de gebruikte hypothesen voor deze raming, met inbegrip van een kalender;  i)  de van kracht zijnde financieringsmechanisme(n);  j)  het transparantiebeleid of -proces;  k)  in voorkomend geval, de met een ander land gesloten overeen-komst(en) betreffende het beheer van verbruikte splijtstof of radioactief afval, inclusief het gebruik van bergingsinstallaties;  l)  de identificatie van de bijkomende vereisten die voortvloeien uit de onderlinge afhankelijkheid van de verschillende beheerstadia voor elk type van radioactief afval en verbruikte splijtstof vanaf hun productie tot hun berging, teneinde de afstemming en de globale samenhang ervan te verzekeren;  m)  de gegevens betreffende elke voorziene of overwogen wijziging van de installaties en/of van de praktijken die van aard zijn om een impact te hebben op het beheer van het radioactieve afval en van de verbruikte splijtstof;  n)  de gegevens betreffende de historische situaties en de voorbije of bestaande beroepsactiviteiten die stoffen hebben opgeleverd of opleveren die mogelijkerwijze van aard zijn om gekwalificeerd te worden als radioactief afval, evenals de basisbeginselen van de beheermethodes die voor dit radioactief afval worden overwogen in de hypothese dat het beheer ervan niet kan verzekerd worden op grond van bestaande beheermethodes.  Het Comité van het Nationale Programma kan bij de uitbaters van nucleaire installaties en bij de houders van radioactief afval of, bij ontstentenis, bij hun eigenaars, onder hun verantwoordelijkheid, op eenvoudig verzoek en zonder kosten, alle inlichtingen opvragen die nuttig zijn voor het opstellen van het Nationale Programma en in het bijzonder de informatie die betrekking heeft op het beheer van verbruikte splijtstof of van radioactief afval vóór hun overdracht aan de Instelling.  Het Nationale Programma wordt uiterlijk op 23 augustus 2015 aan de Europese Commissie ter kennis gebracht op initiatief van de ministers die bevoegd zijn voor Economie en Energie. De verdere belangrijke wijzigingen ervan worden aan de Commissie ter kennis gebracht binnen de maand na hun goedkeuring. In geval van een verzoek tot inlichtingen of verduidelijking van de Commissie, worden deze alsook de verdere herzieningen verstrekt binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de ontvangst van dit verzoek.  ]  [§ 9  1.  Een verslag over de uitvoering van de Richtlijn 2011/70/Euratom, waarbij gebruik wordt gemaakt van de evaluaties en van de verslagen die opgemaakt werden in het kader van het Gezamenlijk Verdrag, wordt voor de eerste maal uiterlijk op 23 augustus 2015, en vervolgens om de drie jaar, ter kennis gebracht van de Europese Commissie door de ministers die bevoegd zijn voor Economie en Energie. De Instelling coördineert de opmaak en de kennisgeving van het verslag aan de Commissie.  2.  Op gezette tijden, en ten minste om de tien jaar, worden op initiatief van de bevoegde ministers zelfevaluaties georganiseerd van het Nationale Kader, van de bevoegde regelgevende autoriteit, evenals van het Nationale Programma en haar uitvoering.  3.  Op gezette tijden, en ten minste om de tien jaar, wordt op initiatief van de bevoegde ministers een internationale collegiale toetsing georganiseerd van het Nationale Kader, van de bevoegde regelgevende autoriteit en/of van het Nationale Programma teneinde te waarborgen dat bij het veilige beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval veiligheidsnormen van een hoog niveau worden bereikt.  4.  De resultaten van de collegiale toetsing worden aan de Commissie en de andere lidstaten bekendgemaakt en aan het publiek ter beschikking gesteld, voor zover dit niet in strijd is met de beveiliging en het vertrouwelijk karakter van de informatie.  ]  [§ 10  Elke natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een vergunning of gehouden is tot bepaalde verplichtingen krachtens dit artikel, moet voor zijn personeel regelingen voorzien voor opleiding en training, alsmede activiteiten van onderzoek en ontwikkeling ondernemen om te voldoen aan het Nationale Programma voor het beheer van verbruikte splijtstof en radioactief afval, teneinde de nodige deskundigheid en bekwaamheid te verwerven, in stand te houden en verder te ontwikkelen. De Koning bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van deze paragraaf.  ]  [§ 11  De aanvaarding zoals voorzien in § 5, 7°, is niet vereist voor de verbruikte splijtstof en de radioactieve stoffen waarvan het voorziene of overwogen verder gebruik nog niet het voorwerp is geweest van een Nationale Beleidsmaatregel. Dit artikel doet geen afbreuk aan de wettelijke en reglementaire bepalingen waarnaar § 5, 7°, verwijst.  ] |
| **Article 193**  Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 17, § 2. | **Artikel 193**  De Koning stelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van artikel 179, § 2 vast. |